



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Lucé, 25 juin 2009

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

Directeur

Référence : N° 356/RAGOK/RAAPC/IC09226_rap

Affaire 090569 suivie par

drir.e.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

Référence : Votre transmission en date du 28 novembre 2008 ;

0035620090625SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE PORTANT AGREMENT POUR
L'EXPLOITATION D'INSTALLATIONS DE DEPOLLUTION ET DE DEMONTAGE DE
VEHICULES HORS D'USAGE (« DEMOLISSEUR »)

SOCIETE ROUX RECUPERATION

A VERNOUILLET

PJ : 1 plan de situation ;

Projet d'arrêté préfectoral portant agrément pour l'exploitation d'installations de
dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage ;

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

□□□□□□□

Par courrier du 28 novembre 2008, Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées un dossier de demande d'autorisation en vue d'exploiter une station de transit de déchets industriels banals ainsi qu'une demande d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (démolisseur) présentés par la société ROUX RECUPERATION située sur le territoire de la commune de Vernouillet.

Par télécopie du 16 mars 2009, la société ROUX RECUPERATION a sollicité que soit étudiée sa demande d'agrément.

Le présent rapport traite uniquement de la demande d'agrément de démolisseur de véhicules hors d'usage présentée par la société ROUX RECUPERATION. Cette demande est possible dans la mesure où l'installation est déjà autorisée au titre de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le code de l'environnement a introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R.543-161 et R.543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (broyeurs et démolisseurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

Les VHU ne peuvent être remis par leurs détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou des broyeurs agréés, ou à des centres de regroupement créés par les producteurs de véhicules.

Les démolisseurs agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Ils confient ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé qui assurera la dépollution et le démontage avant la destruction des véhicules.

Le nouveau dispositif est opérationnel depuis le 24 mai 2006, date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 6 avril 2005 pris en application de l'article 13 du décret du 1^{er} août 2003.

b) Éléments de traçabilité introduits par le code de l'environnement

L'article R.322-9 du code de l'environnement a introduit deux documents pour la traçabilité des véhicules :

- le récépissé de prise en charge d'un véhicule pour destruction,
- le certificat de destruction d'un véhicule.

Ces deux documents sont regroupés sur le seul imprimé CERFA n°12514*01. Cet imprimé ne peut être rempli que par les opérateurs agréés.

Le récépissé de prise en charge pour destruction (partie supérieure de l'imprimé CERFA) est remis par l'opérateur agréé au propriétaire qui lui remet son véhicule, en échange de la carte grise. Une copie du récépissé est également adressée à la Préfecture d'immatriculation du véhicule.

Le certificat de destruction d'un véhicule (partie inférieure de l'imprimé CERFA) est complété par le broyeur agréé dans les 15 jours suivant la destruction du véhicule, et transmis à la Préfecture d'immatriculation du véhicule qui peut alors procéder à l'annulation de l'immatriculation.

c) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R.515-37 et R.515-38 du code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées (rubrique 286 de la nomenclature des installations classées), l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977.

La procédure d'agrément des opérateurs a été précisée dans l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Le demandeur ne peut être qu'un démolisseur ou un broyeur.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 15 mars 2005. Ce cahier des charges impose notamment à

l'opérateur de procéder à la dépollution du véhicule (retrait des batteries et des fluides notamment) avant toute autre opération.

Un organisme qualifié doit attester de la conformité des installations du demandeur aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'une part, et aux exigences techniques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 d'autre part (comportant notamment l'imperméabilisation des aires de réception des VHU non dépollués). Par la suite les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société ROUX RECUPERATION dont le siège social est situé 19, avenue Louise Michel - zone industrielle « les Corvées » – 28500 Vernouillet exploite un chantier de stockage et activités de récupération de déchets de métaux ainsi qu'un dépôt de papiers souillés dans son établissement situé à la même adresse.

Monsieur ROUX Léandre a été autorisé à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 26 novembre 1979, sous les rubriques 286 et 329 de la nomenclature des installations classées.

La société ROUX RECUPERATION s'est substituée à Monsieur ROUX Léandre.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2007 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1979 de Monsieur Léandre ROUX a été pris afin d'interdire tout stockage ou traitement de véhicules hors d'usage sur le site, dans l'attente de la régularisation du site par l'obtention de l'agrément.

La société ROUX RECUPERATION a déposé auprès de la préfecture d'Eure-et-Loir un dossier de demande d'autorisation en régularisation pour les rubriques 167-A, 322-A, 2711, 2662-1-a, 2410 et 1431-1. Au titre de la rubrique 286, la société ROUX RECUPERATION sollicite le traitement de 7 160 t/an de déchets métalliques (VHU compris). Ce dossier transmis en dernière version le 28 novembre 2008 est en cours d'instruction.

La société ROUX RECUPERATION reçoit des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, des garages ou à la suite de mesure de police (enlèvement d'épaves, etc.) en provenance prioritairement des départements d'Eure-et-Loir, de l'Eure et des Yvelines. Les véhicules sont soit amenés directement par leur propriétaire soit amenés sur le site par l'exploitant (camion grue). L'exploitant prévoit de traiter au maximum 480 véhicules par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site seront la dépollution et le démontage des VHU. A ce titre l'exploitant sollicite un agrément "démolisseur".

Les véhicules dépollués sont expédiés chez la société GDE à Rocquancourt (14) bénéficiant de l'agrément broyeur n°PR14 0000 1B.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT

Le dossier de demande d'agrément de la société ROUX RECUPERATION a été transmis par la Préfecture le 28 novembre 2008. Des compléments ont été apportés par l'exploitant par message électronique du 9 avril 2009 et par courrier reçu le 4 juin 2009.

Le dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

a) Eléments des articles R.515-37 et R.515-38 du code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R.515-38 du code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à 480 unités par an.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "démolisseur" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005. Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Attestation de conformité

Le dossier contient une attestation de conformité établie le 27 juillet 2007 par l'organisme AB CERTIFICATION, accrédité COFRAC pour la certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001. Ce référentiel est nommément prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005.

L'attestation de conformité établie par l'organisme AB CERTIFICATION met en évidence que l'exploitant respecte son arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1979 sauf en ce qui concerne le stockage de balles de papiers et cartons en dehors de son hangar. Ce point est traité dans le cadre de la demande d'autorisation en régularisation en cours d'instruction.

L'attestation met également en évidence que l'exploitant respecte les conditions techniques imposées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 aux opérateurs agréés, à l'exception d'une non-conformité à savoir que l'exploitant ne dispose pas d'appareillage pour assurer la récupération des fluides des circuits d'air conditionné. Sur la fiche d'écart établie par l'organisme AB CERTIFICATION le 18 juin 2007, l'exploitant s'était engagé à se procurer un appareil dans un délai de six mois. Dans les faits, l'exploitant ne s'est pas procuré le matériel correspondant mais a fourni, par courrier reçu le 4 juin 2009, une attestation de mise à disposition du matériel par un garage.

Un courrier du Directeur de la prévention des pollutions et des risques du 29 juin 2005, précise que « dès lors que les non-conformités demeurent limitées tant par leur nombre que par leur impact sur l'environnement et la santé, un avis favorable à la demande du pétitionnaire peut être émis sous réserve d'un échéancier précis de mise en conformité de l'installation présenté par l'exploitant n'excédant pas 4 mois. Une attestation de l'organisme tiers montrant qu'il a été mis fin aux non-conformités devra alors être produit dans un délai de 4 mois ».

Par courrier reçu le 4 juin 2009, l'exploitant a fourni des éléments de réponse pour la non-conformité détectée par l'organisme tiers.

Dans ces conditions, la non-conformité mise en évidence ne doit pas conduire à émettre un avis défavorable à la demande du pétitionnaire. Le projet d'arrêté préfectoral d'agrément joint au présent rapport impose à l'exploitant de fournir, dans un délai de 4 mois, une nouvelle attestation de conformité de l'organisme tiers montrant qu'il a été mis fin à la non-conformité mentionnée dans l'attestation de conformité du 27 juillet 2007.

S'il n'est pas mis fin à la non-conformité dans un délai de quatre mois à l'issue de la délivrance de l'arrêté préfectoral, l'agrément pourra être suspendu ou retiré selon les dispositions de l'article R. 515-38 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'attestation de conformité met en évidence que l'exploitant ne procède pas au démontage des pièces détachées automobiles d'où l'absence de couverture pour les pièces graisseuses et l'absence de surface imperméable avec dispositif de rétention pour les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers. Ces points ne sont pas considérés comme des non-conformités par l'organisme AB CERTIFICATION. Les prescriptions correspondantes sont néanmoins reprises dans le projet d'arrêté d'agrément ci-joint et le dossier de demande d'autorisation transmis par la préfecture d'Eure-et-Loir indique que la station de dépollution est située sur une dalle bétonnée reliée à un bassin de rétention de 100 m³ et à un débourbeur-déshuileur.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "démolisseur" défini en annexe I de cet arrêté ;
- que l'organisme qualifié a délivré une attestation de conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1979 et aux conditions techniques imposées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 en relevant un nombre limité de non-conformités tant par leur nombre que par leur impact sur l'environnement et la santé ;
- que l'exploitant a transmis par courrier reçu le 4 juin 2009 une attestation de mise à disposition du matériel pour la récupération des fluides des circuits d'air conditionné valant engagement afin de lever cette non-conformité ;
- qu'une nouvelle attestation de conformité par un organisme tiers est demandée à l'exploitant dans un délai de quatre mois ;

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de considérer favorablement la demande d'agrément "démolisseur" (dépollution et démontage de véhicules hors d'usage) présentée par la Société ROUX RECUPERATION à Vernouillet.

Le projet d'arrêté préfectoral d'agrément joint au présent rapport comporte en annexe le cahier des charges "démolisseur" défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, et prescrit à l'exploitant le respect des exigences techniques définies à l'article 2 de ce même arrêté.

L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de subdivision,